



45nd Session of the Human Rights Council <i>Dialogue interactif – République centrafricaine – Intervention BENELUX</i> 2 octobre 2020
--

Mme. la Présidente,

Cette intervention se fait au nom des pays Benelux – les Pays-Bas, le Luxembourg, et mon propre pays, la Belgique.

Monsieur Yao Agbetse,

En nous associant pleinement à la déclaration de l'UE, nos trois pays ont pris bonne note d'un nombre de réformes en cours dans le secteur de la sécurité, et du début du processus de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, tels que décrits dans votre dernier rapport.

En même temps, nous constatons une recrudescence des exactions des groupes armés, quand bien même ils sont parties à l'Accord de Paix de février 2019 et membres du gouvernement. Les violations et abus des droits des citoyens centrafricains ainsi que l'incitation à la haine par ces groupes armés, notamment les groupes UPC et 3R, ne peuvent être tolérées. Ceux-là, présumés responsables de plus de 80% du nombre total d'incidents et du nombre total des victimes le long de l'année écoulée, devraient déposer immédiatement les armes. Ces groupes doivent mettre un terme aux violences sexuelles et cesser la pratique persistante du recrutement des enfants, qui est facilitée par la fermeture partielle ou totale des écoles, en particulier dans l'arrière-pays. Ils devraient également coopérer pleinement à l'organisation des élections et respecter les résultats.

Au-delà de l'accès équitable aux médias publics que vous avez mentionné fin août déjà, quelles sont à votre avis, M. Agbetse, les composantes indispensables à des élections équitables en RCA ? Quels sont les outils pour gagner la confiance de la population vis-à-vis du processus électoral, vu l'imbroglio logistique, politique et sécuritaire qui l'entoure ?

Je vous remercie.